Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Conforme à l'original produit,
Début du texte, page suivante.

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES : *sous-direction de la fonction financière et comptable ; bureau de l'animation du réseau financier.*

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE GESTION entre le secrétariat général de la présidence française de l'Union européenne et le ministère de la défense relative au programme 306 « PFUE » (BOP ministères).

Du 18 décembre 2007

NOR D E F F 0 7 5 2 7 1 3 X

Pièce(s) Jointe(s) :

Vingt annexes et Vingt appendices.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 410.1.1.

Référence de publication : BOC N°3 du 28 janvier 2008, texte 3.

Entre M. Claude Blanchemaison, secrétaire général de la PFUE, responsable du programme 306 « présidence française de l'union européenne », désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

et

L'ingénieur général de l'armement Olivier Prats, chef du service des moyens généraux du secrétariat général pour l'administration, désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part ;

Vu l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État ;

Vu le décret n° 2007-1028 du 15 juin 2007 portant création d'un secrétariat général de la présidence française du conseil de l'union européenne (SGPFUE) ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes rattachés au premier ministre ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2006 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la défense ;

Vu la circulaire du 27 mai 2005 du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sur la mise en œuvre de la délégation de gestion ;

Vu le projet annuel de performances annexé à la loi de finances pour 2008 du programme 306 « présidence française de l'union européenne » ;

Considérant la nécessité d'établir des règles de gestion précises pour assurer l'exécution du programme 306 et concilier les responsabilités du responsable de programme avec la mise en œuvre du principe de subsidiarité pour les manifestations dont le ministère de la défense sera responsable ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier.
Objet de la délégation.

Par la présente convention de délégation de gestion, le délégant confie au délégataire la réalisation des événements, réunions et manifestations retenus comme relevant de la présidence française sur la base de la liste figurant en annexe I à la présente convention. Ces événements, réunions et manifestations sont décrits dans les fiches reprises en annexe II.

Article 2.
Prestations confiées au délégataire.

Le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions fixées ci-après, tous les actes relatifs à la gestion et à la consommation des crédits d'autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiements (CP) pour financer les dépenses relatives aux événements, réunions et manifestations visés à l'article 1er, à l'exclusion de toutes dépenses interministérielles correspondant à des « biens collectifs » de la présidence française de l'union européenne (action 3 du programme 306).

La liste prévisionnelle des événements, réunions et manifestations, qui comprend la date de leur réalisation, leur localisation et leur coût estimé, est arrêtée par le secrétaire général de la présidence française de l'Union européenne.

À la date de la signature de cette convention, les moyens alloués au ministère de la défense, sur la base de la liste annexée à la présente convention, sont de 3.473.000 euros en AE et de 2.193.547 euros en CP.

2.967.000 euros en AE et 2.193.547 euros en CP seront mis en place auprès de l'unité opérationnelle (UO) référencée n° 00107565 dès le début de la gestion 2008 et dans la mesure du possible avant le 15 janvier 2008. Le délégataire ne peut s'engager qu'à hauteur des crédits qui lui sont alloués.

Article 3.
Obligations du délégataire.

Le délégataire est chargé d'exécuter les dépenses prévues dans les conditions et limites fixées par le présent document. Il en tient informé le délégant.

À cette fin, chaque début de mois, il adresse au responsable du budget opérationnel de programmes (BOP) ministères un tableau mentionnant :

- l'état de consommation des AE et des CP mis à sa disposition, globalement et par événement, réunion et manifestation, avec une comparaison avec les prévisions ;

- une prévision de consommation sur la suite de l'exercice.

Ces comptes rendus servent de base aux réunions du comité de gestion prévues à l'article 6.

Article 4.
Obligations du délégant.

Le délégant s'engage à mettre à disposition du délégataire les moyens en autorisations d'engagement et en crédits de paiement nécessaires au financement des opérations mentionnées à l'article 1 dans la limite des crédits prévus à l'article 2. Ces moyens sont mis à disposition sur le code service de l'UO référencée n° 00107565 du délégataire.

Après signature du présent document, le délégant en adresse une copie au contrôleur budgétaire et comptable auprès du premier ministre ainsi qu'au contrôleur budgétaire et comptable du délégataire.

Article 5.
Exécution financière de la délégation.

5.1. Modalités de gestion des crédits.

La direction des services administratifs et financiers du secrétariat général du gouvernement (DSAF) procède au paramétrage de l'application comptable interministérielle ACCORD LOLF pour que le délégataire puisse exercer de façon autonome ses activités de service gestionnaire et d'ordonnateur principal délégué sur les crédits de l'UO du ministère de la défense relevant du BOP ministères, qui sont mis à sa disposition.

L'appréciation de la soutenabilité globale du programme 306 et en particulier du BOP ministères est assurée par le contrôle budgétaire et comptable ministériel (CBCM) auprès du premier ministre. Le contrôle budgétaire et comptable des actes de la dépense est assuré par le CBCM du délégataire qui tient informé le CBCM auprès du Premier ministre des éventuelles difficultés rencontrées.

Les dépenses réalisées dans le cadre de cette délégation de gestion sont imputées sur l'unité opérationnelle visée à l'article 4.

Le comptable assignataire des dépenses effectuées par le délégataire, au titre de la présente délégation, est l'agent comptable des services industriels de l'armement (ACSIA).

Chez le délégataire, les réservations de crédit sont ouvertes manifestation par manifestation, sauf exceptions reprises dans l'annexe I de la présente convention.

Dans l'hypothèse où certaines manifestations feraient l'objet de contributions financières extérieures après la mise en place initiale de crédits par le SGPFUE, ces sommes seront reversées par voie de fonds de concours sur le programme dont le délégataire est responsable.

5.2. Modalités de gestion de la dépense.

Le délégataire est chargé, en sa qualité d'ordonnateur principal délégué, d'assurer l'engagement et l'ordonnancement des dépenses des actes juridiques (marchés, conventions, ...) conclus pour la réalisation des manifestations mentionnées dans la présente délégation de gestion.

La passation et l'exécution des actes précités seront assurés principalement par l'économat des armées (EDA) ou par tout autre opérateur désigné par le ministère de la défense. Une convention particulière sera établie entre le délégataire et chaque opérateur pour formaliser leurs responsabilités respectives, s'agissant notamment des modalités d'intervention de chacun d'eux au profit de chaque manifestation répertoriée.

En tant que de besoin, et sous réserve que les conditions soient remplies, il pourra être fait appel aux marchés des programmes du ministère de la défense, par duplication sur le programme 306.

En complément des actes de gestion courants, le délégataire est autorisé à procéder à des rétablissements de crédits tels que les ordonnances de virement et bordereaux d'annulation interministériels dès lors qu'ils concernent des événements, réunions et manifestations repris en annexe I de cette convention.

Le délégant met à disposition dès que possible les crédits nécessaires correspondant à la gestion anticipée de 2008 pour permettre au délégataire de procéder aux engagements juridiques obligatoires.

5.3. Mise en place d'avances.

La réalisation des manifestations mentionnées dans la présente délégation peut donner lieu au versement d'avances aux opérateurs visés à l'article 5.2. ci-dessus dans les conditions et limites fixées par la convention signée entre le délégataire et chacun d'eux.

Article 6.
Suivi de la délégation.

Un comité de gestion se réunit une fois par mois, sous la présidence du responsable du BOP « ministères » ou de son représentant, pour examiner les conditions de réalisation des événements, réunions et manifestations financés ainsi que la situation et les perspectives de consommation des crédits. Ce comité est le lieu privilégié pour la mise en œuvre du principe de fongibilité des crédits.

Le délégataire adresse en outre au responsable du BOP 306 ASC des comptes rendus de gestion (CRG) le 30 avril et le 31 août de l'année 2008, comprenant un état détaillé des autorisations d'engagement consommées par des engagements juridiques, le montant des crédits de paiement ordonnancés ainsi qu'une prévision de consommation sur l'année. Il rend compte au 31 décembre 2008 de l'exécution budgétaire sur l'année. Il présentera, fin 2009, un bilan financier d'exécution définitif à la DSAF.

Article 7.
Modification de la délégation.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution du présent document, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant dont une copie est transmise au contrôleur budgétaire et comptable du délégataire et à celui auprès du Premier ministre.

Article 8.
Durée et résiliation de la délégation.

La présente convention prend effet à la date de sa signature et prendra fin à la clôture des opérations de gestion liées au programme 306.

Elle peut être dénoncée à l'initiative de l'une des parties sous réserve d'une notification écrite de la décision de résiliation, de l'information du comptable et des autorités chargées du contrôle budgétaire, et du respect d'un préavis d'un mois.

Le délégant informe sans délai les autorités chargées du contrôle budgétaire et le comptable assignataire concerné des modifications concernant cette convention et de la date à laquelle elle cesse de produire ses effets.

Article 9.
Publication de la délégation.

Le présent document sera publié dans les bulletins officiels des deux ministères concernés.

Article 10.
Conservation et archivage des dossiers.

Le délégataire assure et met en place les procédures relatives à la conservation des pièces constituant les dossiers de gestion (engagements juridiques, services faits, dossiers de liquidation, titres de perception et rétablissement des crédits). Il regroupera l'ensemble des documents relatifs aux événements, réunions et manifestations organisés par le ministère de la défense à l'occasion de la présidence française du conseil de l'union européenne et en assurera l'archivage.

Le délégataire :

L'ingénieur général de l'armement,
chef du service des moyens généraux du secrétariat général pour l'administration,

Olivier PRATS.

Le délégant :

Secrétaire général,
présidence française de l'union européenne,

Claude BLANCHEMAISON.

ANNEXE I.

1. MANIFESTATIONS OBLIGATOIRES OU TRADITIONNELLES.

De niveau ministre.

Réunion informelle des ministres de la défense à Deauville les 2 et 3 octobre : 1,538 M d'euros.

De niveau fonctionnaires.

Réunion des DAS à Paris le 3 juillet et frais de réception à Bruxelles pour la réunion d'octobre : 0,090 M d'euros.

Total : **1,628 M** d'euros.

1re dotation (80 p. cent) : 1,302 M d'euros.

2. MANIFESTATIONS EN APPUI À LA PRÉSIDENCE.

De niveau ministre.

1. Colloque sur l'Europe et la sécurité en Méditerranée à Marseille le 30-31 octobre : 0,285 M d'euros.

2. Colloque « Évacuation des ressortissants européens » à Lorient le 8 juillet : 0,062 M d'euros.

3. 90e anniversaire du 11 novembre 1918 : 0,250 M d'euros (accord du cabinet de M. Marleix).

De niveau fonctionnaire ou militaire.

1. Séminaire « Intérêts de sécurité de l'UE » à Paris le 2 octobre : 0,066 M d'euros.

2. Réunion informelle des responsables de la communication à Paris la 2e quinzaine de juillet : 0,057 M d'euros.

3. Séminaire UE-Afrique / gestion de crises à Paris le 4 septembre : 0,128 M d'euros.

4. Conférence stratégique préparatoire EURORECAMP VI CEDEAO en Afrique en décembre : 0,200 M d'euros.

5. Séminaire politico-militaire associé à EURORECAMP en Afrique en décembre : 0,100 M d'euros.

6. Conférence des directeurs nationaux d'armement à Bruxelles le 3 juillet : 0,250 M d'euros.

7. Séminaires sur l'Europe de l'armement à Paris les 14 octobre et 19 novembre : 0,140 M d'euros.

8. Security Research Conference 2008 au CNIT (Paris) les 29-30 septembre : 0,100 M d'euros.

9. 4 séminaires ou manifestations organisés par l'EMA sur le thème de la sécurité et de la défense (Érasmus militaire à Paris les 13-14 novembre, révision du mécanisme Athena à Paris la 2e semaine de juillet, capacités de planification et de conduite des opérations de l'UE à Paris les 11 et 12 septembre, Away day des REPMIL et COPS) : 0,197 M d'euros.

10. Manifestations organisées par la DAJ du ministère (réunion du réseau DEFNET et invitation d'euro-députés) : 0,010 M d'euros.

Total : **1,845 M d'euros.**
Sous-enveloppe globale pour les 4 séminaires ou manifestations EMA (manifestations n° 9) : 0,197 M d'euros.
Sous-enveloppe DAJ (manifestations n° 10): 0,010 M d'euros.
Sous-enveloppe DGA (manifestations n° 6 et 7) : 0,390 M d'euros.
Sous-enveloppe anciens combattants (manifestations n° 3) : 0,250 M d'euros.
Security Research Conference (manifestations n° 8) : 0,100 M d'euros.
Solde des manifestations en appui à la présidence suivi manifestation par manifestation (0,898 M d'euros) : 1re dotation à 80%, soit 0,718 M d'euros.

Total général : 3,473 M d'euros.

1re dotation : 2,967 M d'euros.

ANNEXE II.

RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE LA DÉFENSE.

Domaine d'activité (1)	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel) (2)	Traditionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	Tous États de l'Union Européenne
Niveau des participants souhaités(3)	Ministres et proches collaborateurs
Nombre de participants(4)	700
Durée et calendriers envisagés(5)	2 et 3 octobre 2008
Indication et justification des lieux envisagés(6)	Deauville
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	Promotion de la défense comme vecteur de construction de l'Europe.
Objectif et impact attendu	Progression dans la construction de l'Europe de la défense.
Autres éléments de contexte(8)	
Estimation du coût total et du mode de financement(9)	1, 538 M d'euros.
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE II.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Réunion informelle des ministres de la défense de l'Union Européenne	
Location de *salle*, parking	230 000	300 délégués, 200 journalistes, 200 soutien. Durée traditionnelle pour cet événement. Critères de choix du lieu : unité de lieu travail-résidentiel, disponibilité des installations aux dates prévues, conformité aux souhaits du ministre.
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	35 000	Evénement culturel au profit de tous les délégués : 28.000 euros. Montée en puissance (visites, location de bureaux, de véhicules, de moyens divers, hôtellerie) : 7.000 euros.
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	700 000	Accueil et vestiaire : 5.000 euros. Pavoisement et décoration : 35.000 euros. Maintenance énergie et fluides : 140.000 euros. Salle de conférence, salle d'écoute, cabines d'interprétation : -aménagements : 240.000 euros. - mobiliers et équipements : 100.000 euros. Centre de presse, business center - aménagements : 110.000 euros. - mobiliers et équipements : 70.000 euros.
Hébergement/transport	220 000	Hébergement de l'ensemble des participants français dont nuit de « déminage » : 150.000 euros Transport (location de voitures et bus) : 70.000 euros.
Restauration (inclus presse)	143 000	Déjeuners des 2 et 3 octobre : délégués : 30.000 euros, presse : 13.000 euros. Dîner prestige du 2 octobre : 50.000 euros. Personnel de soutien : 50.000 euros pour toute la période.
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	Compris dans la logistique	Interprétariat français-anglais, anglais-français
Sécurité	60 000	Gardiennage : 15.000 euros.

Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)		Matériel de sécurité, portiques, badges, Motorola cryptés,... : 45.000 euros.
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	80 000	Reprographie et signalétique : 31.000 euros. Réalisation livret-programme : 9.000 euros. Cadeaux : 40.000 euros.
Autres :	70 000	Assistance à maîtrise d'ouvrage (choix de la ville, gestion du projet, construction des prestations, passation et gestion des marchés, soutien logistique) et frais divers : 70.000 euros.
Total	1 538 000	

ANNEXE III.

RÉUNION INFORMELLE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES STRATÉGIQUES DES MINISTÈRES DE LA DÉFENSE.

Domaine d'activité (1)	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel) (2)	Réunions traditionnelles destinées à préparer les réunions des ministres de la défense de l'UE
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	26 États membres de l'Union Européenne
Niveau des participants souhaités(3)	Directeurs
Nombre de participants(4)	67 (2 par État - 10 français - 5 organisateurs)
Durée et calendriers envisagés(5)	1, 5 jours Soirée 2 juillet 2008 - 3 juillet 2008
Indication et justification des lieux envisagés(6)	Paris Hôtel national des Invalides
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	
Objectif et impact attendu	Préparation des réunions des ministres de la défense de l'UE
Autres éléments de contexte(8)	
Estimation du coût total et du mode de financement(9)	59 734 euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE III.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Réunion informelle des directeurs des affaires stratégiques des ministères de la défense (Juillet 2008)	
Location de *salle*	2 150	Paris Hôtel national des Invalides
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)		
Logistique et secrétariat	5 000	
Hébergement/transport	28 284	67 chambres (transport vers Paris à charge des participants) Accueil aéroport (salons)
Restauration (inclus presse)	16 750	67 dîners et 67 déjeuners
Traduction/interprétation	2 400	Français-Anglais / Anglais-Français
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Dont matériels de sécurité (portiques, badges)		Néant
Communication (hors matériels et restauration pour la presse)	5 150	
Autres prestations		
Total	59 734	

ANNEXE IV.

COLLOQUE SUR L'EUROPE ET LA SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE.

Domaine d'activité (1)	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel) (2)	Optionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	27 États membres de l'Union Européenne et 10 États membres du processus de Barcelone
Niveau des participants souhaités (3)	Réunion de personnalités
Nombre de participants (4)	100
Durée et calendriers envisagés (5)	Soirée du 30 octobre et journée du 31 octobre 2008
Indication et justification des lieux envisagés (6)	Palais du Faro à Marseille
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	Promotion de l'idée d'union méditerranéenne dans le cadre de l'UE
Objectif et impact attendu	Mobilisation de personnalités, de la presse, de la culture et de la défense sur la sécurité en Méditerranée
Autres éléments de contexte (8)	Lancement d'une initiative française
Estimation du coût total et du mode de financement(9)	0,285 M d'euros.
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE IV.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Colloque sur l'Europe et la sécurité en Méditerranée	
Location de *salle*, parking	100 000	1 participant par État / 27 UE 10 processus de Barcelone 50 personnalités + organisateurs
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	20 000	Préparation de la DAS à Bruxelles et dans les capitales méditerranéennes
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse, (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	20 000	Accueil et pilotage des délégations du sud de la Méditerranée Informatique Signalétique
Hébergement/transport	50 000	
Restauration (inclus presse)	30 000	1 dîner,1 déjeuner, 2 pauses café
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	10 000	Français-Anglais-Arabe
Sécurité Dont Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	50 000	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	5 000	
Autres :		
Total	285 000	

ANNEXE V.

COLLOQUE SUR LES ASPECTS MILITAIRES DE L'ÉVACUATION DES RESSORTISSANTS EUROPÉENS.

Domaine d'activité(1)	Défense européenne
Caractère (traditionnel ou optionnel)(2)	Optionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	27 États membres
Niveau des participants souhaités (3)	Niveau DAS- sous-chefs RI - Présence du ministre de la défense
Nombre de participants (4)	2 délégués par État membre - 10 organisateurs - 10 secrétariat général du Conseil et EMUE
Durée et calendriers envisagés (5)	Un dîner le 7 juillet - Un colloque d'une journée ouvert par le ministre le 8 juillet.
Indication et justification des Lieux envisagés(6)	École des fusiliers marins à Lorient
Lien avec les positions traditionnelles de la France (7)	Promotion de l'harmonisation des procédures européennes militaires de l'évacuation des ressortissants
Objectif et impact attendu	Amélioration de la coordination des procédures nationales européennes d'évacuation des ressortissants
Autres éléments de contexte(8)	
Estimation du coût total et du mode de financement (9)	0,062 M d'euros.
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE V.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN M D'EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Colloque sur les aspects militaires de l'évacuation des ressortissants européens	
Location de *salle*, parking	2000	Salle de conférence de l'école des fusiliers marins à Lorient ou hotel le cas échéant
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	10 000	Préparation de la DAS et de l'EMA à Bruxelles avec le SGC et l'EMUE.
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse, (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	10 400	Accueil et pilotage des délégations Informatique Signalétique Presse
Hébergement/transport	22 200	Accueil des délégations dans chambre d'hôtels à 300 euros (70 personnes)
Restauration (inclus presse)	10 000	1 dîner, 1 déjeuner, 2 pauses café
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	2400	Anglais - Français
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)		
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	5000	
Autres :		
Total	62000	

ANNEXE VI.

COMMÉMORATION DE LA FIN DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE. CÉRÉMONIE DU 11 NOVEMBRE.

Domaine d'activité(1)	Mémoire partagée
Caractère (traditionnel ou optionnel)(2)	Optionnel.
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense, secrétariat à la défense, chargé des anciens combattants.
États invités	Pays de l'Union européenne, ainsi que pays alliés lors du conflit (États Unis d'Amérique, Pays du Commonwealth, Russie etc..
Niveau des participants souhaités(3)	Chefs d'État et de gouvernement, Ambassadeurs et Présidents d'associations de vétérans.
Nombre de participants(4)	Plusieurs centaines.
Durée et calendriers envisagés(5)	De mars à novembre 2008.
Indication et justification des Lieux envisagés(6)	Cérémonie qui se tiendra à l' Arc de Triomphe, devant la tombe du soldat inconnu.
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	Promouvoir l'Union européenne.
Objectif et impact attendu	Assurer le rayonnement de la France dans l'Union européenne et promouvoir la notion de mémoire partagée. Développer l'esprit européen, et marquer notamment la présence des nouveaux États qui naquirent en 1918.
Autres éléments de contexte (8)	Disparition des derniers témoins.
Estimation du coût total et du mode de financement (9)	0,250 M d'euros.
Premiers éléments de justification du coût	Voir fiche jointe.

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE VI.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN M D'EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation		
Location de *salle*, parking		
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)		
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	250 000	Appel à une société d'organisation, mise en place de podiums et tribunes, mise en son du site, installation d'écrans pour diffusion de films et de la cérémonie.
Hébergement/transport		
Restauration (inclus presse)		
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)		
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)		
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...		
Autres :		
Total	250 000	

ANNEXE VII.

SÉMINAIRE SUR LE THÈME « INTÉRÊTS DE SÉCURITÉ EUROPÉENS ».

Domaine d'activité (1)	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel) (2)	Séminaires traditionnels
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	26 États membres de l'Union Européenne
Niveau des participants souhaités (3)	Experts
Nombre de participants (4)	67 (2 par État - 10 délégation française - 5 organisateurs)
Durée et calendriers envisagés (5)	1, 5 jours Soirée 1 octobre 2008 et journée 2 octobre 2008
Indication et justification des lieux envisagés (6)	Paris École militaire ou cercle national des armées
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	Actualisation de la stratégie européenne de sécurité
Objectif et impact attendu	Contribution à réflexion stratégique
Autres éléments de contexte (8)	
Estimation du coût total et du mode de financement (9)	66 000 euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE VII.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Séminaire sur le thème « séminaire intérêts de sécurité européens »	
Location de *salle*	6 000	Paris École militaire ou cercle national des armées
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	10 000	Voyages de préparation DAS
Logistique et secrétariat	9 000	Accueil des participants Consultant externe
Hébergement/transport	15 950	52 chambres (transport vers Paris à charge des participants) Accueil aéroport (salons)
Restauration (inclus presse)	19 246	62 dîners et 67 déjeuners
Traduction/interprétation	2 400	Français-Anglais / Anglais-Français
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Dont matériels de sécurité (portiques, badges		Néant
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) :	3 404	
Autres prestations		
Total	66 000	

ANNEXE VIII.

RÉUNION INFORMELLE DES RESPONSABLES DE LA COMMUNICATION DE DÉFENSE DES CAPITALES EUROPÉENNES.

Domaine d'activité(1)	Défense.
Caractère (traditionnel ou optionnel) (2)	Optionnel.
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense.
États invités	26 États membres de l'Union européenne.
Niveau des participants souhaités(3)	Réunion de directeurs.
Nombre de participants (4)	2 participants par délégation (soit 52) + 30 invités (représentants français des services de communication de la défense, représentants des institutions de l'UE) = 82 participants.
Durée et calendriers envisagés(5)	1, 5 jour (avec 1 nuit) en 2e quinzaine du mois de juillet 2008.
Indication et justification des lieux envisagés(6)	Paris.
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	
Objectif et impact attendu	Promouvoir la communication de défense entre les états membres de l'Union européenne afin de développer une meilleure coopération et coordination entre les services.
Autres éléments de contexte(8)	
Estimation du coût total et du mode de financement(9)	0,057 M d'euros.
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE VIII.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Réunion informelle des responsables de la communication de défense des capitales européennes (juillet 2008).	
Location de *salle*, parking	8 000	Paris Hôtel national des invalides (forfait séminaire déjeuner compris)
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)		
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	3 000	
Hébergement/transport	21 600	Transport vers Paris à charge des délégations. Hébergement en hôtel
Restauration (inclus presse)	10 220	82 dîners
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	1 260	Français - anglais / anglais - français
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)		Néant
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	4 920	
Autres prestations :	8 000	
Total	57 000	

ANNEXE IX.

SÉMINAIRE « UNION EUROPÉENNE - AFRIQUE ». QUELLE COOPÉRATION DANS LA GESTION DES CRISES ?

Domaine d'activité(1)	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel)(2)	Séminaires traditionnels
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	26 États membres de l'Union Européenne - 20 représentants de l'Architecture de Paix et de Sécurité en Afrique.
Niveau des participants souhaités(3)	Experts
Nombre de participants(4)	97 (2 par État de l'UE, 10 de la délégation française, 20 de l'APSA, 10 du secrétariat général du conseil européen, 5 organisateurs)
Durée et calendriers envisagés(5)	1, 5 jours Soirée 3 septembre 2008 et journée 4 septembre 2008
Indication et justification des lieux envisagés(6)	Paris École militaire ou cercle national des armées
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	
Objectif et impact attendu	Contribution à la mise en œuvre de la stratégie Union Européenne - Afrique dans le domaine de la gestion des crises.
Autres éléments de contexte (8)	
Estimation du coût total et du mode de financement (9)	128 000 euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE IX.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Séminaire « Union Européenne - Afrique ». Quelle coopération pour la gestion des crises ?	
Location de *salle*	6 200	Paris École militaire ou Cercle national des armées
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	9 874	Voyages de préparation DAS en Afrique
Logistique et secrétariat	10 000	Accueil et pilotage de la délégation africaine
Hébergement/transport	64 650	82 chambres (transport vers Paris à charge des participants) Accueil aéroport (salons) Transport délégation africaine
Restauration (inclus presse)	28 856	82 dîners et 97 déjeuners
Traduction/interprétation	2 400	Français-Anglais / Anglais-Français
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Dont matériels de sécurité (portiques, badges		Néant
Communication (hors matériels et restauration pour la presse)	6 020	
Autres prestations		
Total	128 000	

ANNEXE X.

EURORECAMP CYCLE 1 / CONFÉRENCE STRATÉGIQUE PRÉPARATOIRE (PRÉSENTATION, PROCÉDURE DE PLANIFICATION - RÉDACTION DIRECTIVE INITIALE DE PLANIFICATION).

Domaine d'activité	Volet « Paix et sécurité »
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Optionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Défense Proposition de l'UE à l'UA, l'UA transmet ensuite ses choix à l'UE.
États invités	27 États membres de l'UE, 22 États membres de la CEDEAO, extérieurs.
Niveau des participants souhaités	CEMAs, CEMs d'armées ou délégués (s/c ops, s/c RI), ambassadeurs au COPS représentants CEMUE.
Nombre de participants	200
Durée et calendriers envisagés	4 jours pour RECAMP V, programmé en décembre 2008
Indication et justification des lieux envisagés	En Afrique, le choix sera déterminé par l'UE/UA.
Lien avec les positions traditionnelles de la France	Activité issue du cycle majeur RECAMP
Objectif et impact attendu	Développer les liens des États membres avec l'Afrique, les sensibiliser au rôle de l'UE sur ce continent. Rédaction d'un concept d'opération (CONOPS) pour les exercices RECAMP.
Autres éléments de contexte	
Estimation du coût total et du mode de financement	**200 K d'euros**
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

APPENDICE X.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN M D'EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	EURORECAMP Cycle 1 / Conférence stratégique préparatoire (présentation, procédure de planification, rédaction directive initiale de planification).	
Location de *salle*, parking	À définir	
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	15 000	Réunions préparatoires
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse, (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	55 000	Secrétariats, télécommunications et hôtesses d'accueil. Location, achat de matériel de bureau
Hébergement/transport	90 000	25000 (Hébergement) 65000 (Transport avions)
Restauration (inclus presse)	35 000	
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)		
Sécurité		À définir
Dont dispositifs policiers/gendarmerie	Néant	
Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	Néant	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	5 000	
Autres :		
Total	200 000	

ANNEXE XI.

EURORECAMP CYCLE 1 / SÉMINAIRE POLITICO-MILITAIRE (RÉDACTION DU CONOPS).

Domaine d'activité	Volet « Paix et sécurité »
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Optionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Défense Proposition de l'UE à l'UA, l'UA transmet ensuite ses choix à l'UE.
États invités	27 États membres de l'UE, 22 États membres de la CEDEAO, extérieurs.
Niveau des participants souhaités	CEMAs, CEMs d'armées ou délégués (s/c ops, s/c RI), ambassadeurs au COPS représentants CEMUE.
Nombre de participants	100
Durée et calendriers envisagés	6 jours pour RECAMP V, programmé 2) semestre 2008
Indication et justification des lieux envisagés	En Afrique, le choix sera déterminé par l'UE/UA
Lien avec les positions traditionnelles de la France	Activité issue du cycle majeur RECAMP
Objectif et impact attendu	Développer les liens des États membres avec l'Afrique, les sensibiliser au rôle de l'UE sur ce continent. En vue de l'exercice RECAMP : rédaction d'une directive initiale de planification (DIP), première étape importante du cycle majeur RECAMP.
Autres éléments de contexte	
Estimation du coût total et du mode de financement	100 K d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

APPENDICE XI.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN M D'EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	EURORECAMP Cycle 1 / Séminaire politico-militaire (rédaction du CONOPS)	
Location de *salle*, parking	Non pris en charge par FR	
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	Non pris en charge par FR	Réunions préparatoires
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	20 000	Secrétariats, télécommunications et hôtesses d'accueil. Location, achat de matériel de bureau
Hébergement/transport	50 000	35 000 (Hébergement) 130 000 (Transport avions)
Restauration (inclus presse)	20 000	
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)		
Sécurité		
Dont dispositifs policiers/gendarmerie	Non pris en charge par FR	
Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	Non pris en charge par FR	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	10 000	
Autres :		
Total	100 000	

ANNEXE XII.

CONFÉRENCE DES DIRECTEURS NATIONAUX DE L'ARMEMENT.

Domaine d'activité	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Optionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense / Délégation générale pour l'armement (DGA)
États invités	Les 26 pays États membres de l'UE et les institutionnels
Niveau des participants souhaités	Directeurs et collaborateurs, grands industriels de l'armement, agence européenne de défense (AED), représentants de la commission européenne et du parlement européen La présence du ministre de la défense est envisagée
Nombre de participants	200 personnes environ
Durée et calendriers envisagés	Dîner des DNA le 2 juillet 2008 (30 personnes environ) Manifestation organisée sur 1 journée - le 3 juillet 2008
Indication et justification des lieux envisagés	Bruxelles
Lien avec les positions traditionnelles de la France	La problématique du renforcement des capacités industrielles de défense en Europe est devenue un sujet majeur, alors même que le déséquilibre est important avec l'industrie de défense américaine. La France a d'ores et déjà fortement soutenu les efforts européens pour améliorer la compétitivité des industries de défense, en particulier en ouvrant les marchés de défense à une plus large compétition européenne, en travaillant à l'établissement de la stratégie BITD (base industrielle et technologique de défense) et en favorisant une approche commune sur la sécurité d'approvisionnement et les politiques d'offsets.
Objectif et impact attendu	Les efforts doivent être poursuivis. À cet égard, la convergence des politiques industrielles, le développement des coopérations dans le cadre des programmes communs et les simplifications de l'environnement des affaires nécessitent un soutien fort des gouvernements. Institutionnellement, les questions liées à l'industrie de défense sont désormais traitées au sein de l'AED qui agit sous l'autorité du conseil et dans le cadre de ses orientations. L'objectif est de préparer de nouvelles orientations et des axes d'actions sur ces sujets. Cette manifestation peut dynamiser les liens entre l'agence, les États, les industriels et la commission.
Autres éléments de contexte	Initiatives de la commission : - projet de directive et initiative sur les transferts intracommunautaires ; - mise à jour de la communication 113 sur l'industrie européenne de défense.
Estimation du coût total et du mode de financement	0, 250 M d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

APPENDICE XII.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Conférence des directeurs nationaux d'armement	
Location de *salle*, parking	20 000	200 personnes le 3 juillet 2008 Salles + auditorium + salons
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	8 000	30 personnes environ pour le dîner de la veille, visites préparatoires
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse, (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	40 000	Salons particuliers, salon de presse, salle pour la garde rapprochée, installations informatiques, hôtesse d'accueil, signalétique....
Hébergement/transport	20 000	
Restauration (inclus presse) + cocktail et pauses café	45 000	200 participants pour le repas, les pauses café et le cocktail de clôture
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	23 000	Cabines pour les traductions en FR, DE et EN + interprètes + traduction des documents + micros, sonorisation
Sécurité		
Dont dispositifs policiers/gendarmerie	10 000	
Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	4 000	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	71 000	Film d'ouverture + objets promotionnels
Autres :	9 000	Journaliste
Total	250 000	

ANNEXE XIII.

SÉMINAIRE « EUROPE DE L'ARMEMENT ».

Domaine d'activité	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Optionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense / Délégation générale pour l'armement (DGA)
États invités	Les 26 pays États membres de l'UE participant à l'AED
Niveau des participants souhaités	Experts
Nombre de participants	180 personnes environ
Durée et calendriers envisagés	2 journées - les 14 octobre 2008 et 19 novembre 2008
Indication et justification des lieux envisagés	Paris
Lien avec les positions traditionnelles de la France	Ces trois séminaires s'inscrivent dans la continuité de la conférence des DNA. Ils seront organisés en trois ateliers de 60 personnes environ pour préparer la mise en œuvre des conclusions des DNA communiquées lors de la conférence PFUE du 3 juillet 2008.
Objectif et impact attendu	Les principaux objectifs sont : - renforcement de la BITD ; - amélioration de l'environnement des affaires ; - coopération armement. Il est attendu notamment des feuilles de route pour renforcer les activités dans ces domaines.
Autres éléments de contexte	
Estimation du coût total et du mode de financement	0,140 M d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

APPENDICE XIII.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation		Séminaire « Europe de l'armement »
Location de *salle*, parking	15 000	Location de plusieurs salles pour réunir 3 groupes de 60 personnes répartis par thème en deux séances (les 14 octobre 2008 et 19 novembre 2008) ainsi qu'un amphi pour des séances plénières.
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)		
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse, (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	10 000	Aménagement et décoration des salles, installations informatiques, hôtesses d'accueil, reprographie, signalétique....
Hébergement/transport		
Restauration (inclus presse)	60 000	180 personnes par séance donc au total 360 personnes
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	47 000	Cabine de traduction, interprètes pour traduire en FR, DE et EN
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	4 000	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	4 000	
Autres :		
Total	140 000	

ANNEXE XIV.

SRC'08 (SECURITY RESEARCH CONFERENCE - 08).

Domaine d'activité(1)	Sécurité
Caractère (traditionnel ou optionnel)(2)	Traditionnel depuis 2006 (SRC'06 sous présidence autrichienne, SRC'07 sous présidence allemande)
Ministère(s) organisateur(s)	MESR, MIOMCT, MinDef
États invités	États membres et associés de l'UE
Niveau des participants souhaités(3)	Ouverture par commissaires européens et ministres FR - Directeurs , experts et personnalités sur les deux jours.
Nombre de participants(4)	1200 dont environ 30 p. 100 invités (représentants étatiques, intervenants etc...)
Durée et calendriers envisagés(5)	Les 29 et 30 septembre 2008
Indication et justification des lieux envisagés(6)	CNIT Paris La Défense - déjà réservé - seul lieu disponible sur Paris compte tenu de l'ampleur de la conférence.
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	Soutien interministériel et des services du premier ministre à la manifestation SRC'08 et plus généralement à la thématique sécurité des programmes de recherche en sécurité de la CION européenne (comité de pilotage interministériel sous pilotage SGDN).
Objectif et impact attendu	Cette conférence marquera une étape importante du programme européen en recherche de sécurité (PERS) issu du 7e programme civil de recherche et de développement 2007-2013 (PCRD), ce notamment pour définir et orienter les priorités des futurs appels à projets qui seront lancés par la commission. Elle sera l'occasion pour la France de réaffirmer son engagement européen en particulier pour l'établissement d'un agenda stratégique de la recherche en sécurité
Autres éléments de contexte (8)	Ces journées seront organisées conjointement par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales - direction générale de la police nationale, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche - direction générale de la recherche et de l'innovation, et le ministère de la défense - délégation générale pour l'armement - qui représentent la France dans les comités de programme PERS à Bruxelles. Par ailleurs, la France a désigné des représentants des ministères de l'intérieur et de la défense pour participer au nouveau forum européen pour la recherche en sécurité et l'innovation (*European security research and innovation forum -ESRIF-*) installé par la Commission en septembre 2007.
Estimation du coût total et du mode de financement(9)	Coût total : 798 K d'euros dont : - MinDef/DGA : 100 k d'euros sur le BOP 306ASC - MESR : 200 k d'euros - MIOMCT : 100 k d'euros - CION (DG ENTR) : 150 k d'euros - participants et exposants : 248 k d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie

et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE XIV.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN M D'EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	SRC'08	
Location de *salle*, parking	0,12	Sur 2 jours (identique conférence précédentes), 1200 participants
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	0,008	Dîner d'accueil des VIP, la veille de la conférence
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	0,05	En partie dans le coût de réservation de la salle.
Hébergement/transport	0,06	50 VIPs et intervenants invités sur deux jours
Restauration (inclus presse)	0,35	1200 personnes sur 2 jours et dîner le soir.
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	0,06	Indiquer les dispositifs d'interprétariat prévus Nombre de langues de traduction
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	0,02	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	0,1	
Autres :	0,03	Nettoyage, stands , imprévus.
Total	0,798	

ANNEXE XV.

SÉMINAIRE POLITIQUE EUROPÉENNE DE FORMATIONS COMMUNES (ERASMUS MILITAIRE).

Domaine d'activité	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Optionnel
Ministère(s) organisateur(s)	Défense
États invités	Tous États membres
Niveau des participants souhaités	Représentants militaires au CMUE, représentants d'autres instances (commission, EMUE), directeurs de formation d'école, officiers experts, universitaires
Nombre de participants	250
Durée et calendriers envisagés	2 jours
Indication et justification des lieux envisagés	Paris École militaire
Lien avec les positions traditionnelles de la France	Valorisation des efforts français vers l'Europe de la défense.
Objectif et impact attendu	Favoriser le développement d'une culture européenne chez les jeunes officiers. Favoriser le développement de modules de formation communs et accroître la mutualisation des actions de formation au niveau européen.
Autres éléments de contexte	
Estimation du coût total et du mode de financement	80 K d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

APPENDICE XV.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN M D'EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Séminaire politique européenne de formations communes (Erasmus militaire)	
Location de *salle*, parking	gratuit	Amphi Joffre École militaire 250 participants sur 36 heures 13 et 14 novembre 2008
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	2 000	Missions préparatoires
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	12 000	Sous-traitance de personnel de secrétariat pour la durée du séminaire Panneaux d'accueil, tableaux papiers + Veleda Stylos / petit matériel pour participants Hôtesses d'accueil Bornes Internet Reprographie Badges Téléphonie Conférenciers
Hébergement/transport	2 000 (+ 2000)	À charge des États membres sauf location trois bus Transport des conférenciers universitaires
Restauration (inclus presse)	50 000	3 repas dont 1 prestige à charge organisateur 2 petits déjeuners / pauses café
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	6000	Frais d'interprétariat ENG/FR et FR/ENG et de traduction de documentation Location de cabines d'interprétariat
Sécurité		À charge pays hôte.
Dont dispositifs policiers/gendarmerie	Néant	
Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	Néant	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	7 000	Réalisation de dossiers (plaquettes), cadeaux.
Autres :	3 000	Conférences d'intervenants universitaires.
Total	87 000	

ANNEXE XVI.

SÉMINAIRE DE PRÉSENTATION DE LA RÉVISION DU MÉCANISME ATHÉNA.

Domaine d'activité	Révision périodique du mécanisme ATHENA (tous les 18 mois).
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Caractère ponctuel.
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense leader, ministère des affaires étrangères en appui.
États invités	États membres UE.
Niveau des participants souhaités	Représentants et conseillers RELEX, représentants militaires au comité militaire de l'UE, représentants au comité spécial ATHENA, administrateurs du mécanisme ATHENA, représentants du service juridique du conseil.
Nombre de participants	120
Durée et calendriers envisagés	1 journée / À organiser dès juillet 2008 semaine du 7 au 11 juillet 2008 (travaux de révision commençant concrètement au RELEX en septembre 2008).
Indication et justification des lieux envisagés	Paris, a priori à l'École militaire.
Lien avec les positions traditionnelles de la France	La France est depuis 2004 favorable à l'élargissement du financement en commun des opérations militaires de l'UE comme moyen « d'intégrer » nos partenaires à la construction de l'Europe de la défense.
Objectif et impact attendu	Élargir les possibilités de financement en commun des opérations de l'UE. Faire d'Athéna le support de certaines dépenses de la Commission liées aux opérations. Faciliter le travail de révision au RELEX en le préparant correctement en amont.
Autres éléments de contexte	Partenariat envisageable avec l'administrateur du mécanisme et son équipe.
Estimation du coût total et du mode de financement	31 500 d'euros.
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	Déjeuner de travail. Cocktail de clôture. Édition de documents supports.

APPENDICE XVI.A.

	COÛT ESTIMÉ (EN EUROS)	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation		
Location de salle, parking Néant sauf si organisation Paris (evt maison de la chimie)	Néant	Indiquer nombre de participants par délégations prévus + journalistes Justifier le lieu choisi et la durée
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	Néant	Préciser les différentes manifestations prévues (nombre de participants, durée.) Reconnaissances et réunion préparatoires à coordonner soit à Paris soit à Bxl
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse, téléphonie, radio télécommunications, internet, accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	12 000	Sous-traitance de personnel de secrétariat pour la durée du séminaire Panneaux d'accueil, tableaux papiers + Veleda Stylos / petit matériel pour participants Hôtesses d'accueil Bornes Internet Reprographie Badges Téléphonie Conférenciers
Hébergement/transport	Néant (ou 1000)	À charge des participants pour l'hébergement et le transport jusqu'au lieu de séminaire. Un ramassage par car pourra être envisagé, avec location de moyens de transport.
Restauration (inclus presse)	10 500	Délégations = 120 - Presse = 10 Déjeuner de travail = 120 repas - Cocktail de clôture = 200 personnes Cafés (2 fois) Eau + verres sur tables
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	3 000 (+ 2000 pour le coût des cabines ?)	Interprètes FR-EN et frais de traduction documents Location de cabines de traduction
Sécurité Dont dispositifs Policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges...et maintenance)	500	Confection de badges
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	2 500	Dossier d'invitation à réaliser, Dossier presse et dossier d'accueil, + CR des travaux, Pas de cadeaux

Autres :		
Total	18 000 (ou 31 500)	

ANNEXE XVII.

SÉMINAIRE CAPACITÉS DE PLANIFICATIONS ET DE CONDUITE DES OPÉRATIONS DE L'UE.

Domaine d'activité	Défense.
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Optionnel.
Ministère(s) organisateur(s)	Défense.
États invités	Tous États membres.
Niveau des participants souhaités	Ambassadeurs au COPS, représentants militaires au CMUE, représentants d'autres instances (commission, AED, SGC, EMUE), chefs de section, experts.
Nombre de participants	100
Durée et calendriers envisagés	1,5 jours.
Indication et justification des lieux envisagés	Paris École militaire.
Lien avec les positions traditionnelles de la France	Soutient la volonté française de renforcer les capacités de planification de l'UE et d'en accélérer les mécanismes.
Objectif et impact attendu	Accélérer le lancement des opérations. Éviter que les incertitudes de la génération de forces ne soient un obstacle pour le lancement d'une opération de la PESD. Doter l'UE d'une capacité de planification et de conduite des opérations permanente.
Autres éléments de contexte	
Estimation du coût total et du mode de financement	52 K d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	

APPENDICE XVII.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN M D'EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Séminaire capacité de planification et de conduite des opérations de l'UE	
Location de *salle*, parking	Gratuit	Amphi Joffre École militaire 100 participants sur 36 heures 11 et 12 septembre 2008
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	2 000	Missions préparatoires
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse, (téléphonie, radio télécommunications, Internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	12 000	Sous-traitance de personnel de secrétariat pour la durée du séminaire. Panneaux d'accueil, tableaux papiers + Veleda. Stylos / petit matériel pour participants. Hôtesses d'accueil. Bornes Internet. Reprographie. Badges. Téléphonie. Conférenciers.
Hébergement/transport	2 000	À charge des États membres sauf location de deux bus.
Restauration (inclus presse)	25 000	3 repas dont un de prestige à charge organisateur - (soirée « sociale ») 2 petits déjeuners / pauses café
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	7 000	Traducteurs ENG/FR et FR/ENG et réalisation de dossiers de travail Location de cabines de traduction
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage	À définir	À définir.
Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)	À définir	
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	5 000	Plaquettes et dossiers de travail + cadeaux présidence.
Autres :		
Total	52 000	

ANNEXE XVIII.

« AWAY DAY » : INFORMATION AU PROFIT DES REPRÉSENTANTS MILITAIRES ET AMBASSADEURS DU COPS, COMPLÉTÉE D'ACTIVITÉS À CARACTÈRE SOCIAL.

Domaine d'activité	Démonstration des capacités militaires françaises
Caractère (traditionnel ou optionnel)	Traditionnel
Ministère(s) organisateur(s)	MINDEF avec soutien MINAE
États invités	27 délégations - secrétariat général du conseil - président du comité militaire
Niveau des participants souhaités	Ambassadeurs - Officiers généraux
Nombre de participants	Côté MINDEF : 35 côté MINAE environ 35 : total 70
Durée et calendriers envisagés	Durée 36 heures. Le calendrier reste dépendant de la date à laquelle les armées organiseront une manifestation du type « présentation conjointe air/terre » réalisée à Reims/Mourmelon le 4 octobre 2007. Matinée : déplacement Bruxelles - lieu de la manifestation. Après-midi : présentation des armées suivie d'une activité à caractère social Lendemain matin session informelle avant déjeuner et retour sur Bruxelles. *Le déplacement COPS à l'issue de la présentation des armées peut être différent*
Indication et justification des lieux envisagés	Dépendra du lieu arrêté par les armées pour leur présentation. *Le camp de Canjuers (Var) pourrait être retenu.*
Lien avec les positions traditionnelles de la France	Sans objet
Objectif et impact attendu	Démonstration du panel des capacités de combat et de projection des forces armées françaises
Autres éléments de contexte	Session informelle du comité militaire
Estimation du coût total et du mode de financement	26 500 euros (hors coût de sécurité) *Le financement des participants COPS est à la charge du MINAE*
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	Déplacement avion A/R (armée de l'air). À l'issue de la présentation militaire, activité sociale sous forme de visite touristique (entrée du site visité, location bus, etc...) : 1200 euros. Un petit déjeuner, deux déjeuners et un dîner prestige offerts par présidence : 15000 euros. Réservation salle, pour session informelle le deuxième jour : 3000 euros. Hôtel offert par présidence : 5000 euros. Sécurité hôtel et escorte gendarmerie (à préciser) Cadeaux spécifiques : 1000 euros. Divers organisation (traduction, documentation, ...) : 1300 euros.

APPENDICE XIII.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	AWAY DAY (MILREP)	
Location de *salle*, parking	3 000	35 participants (partie MILREP), dans un hôtel résidence luxueux/ pause café
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	(1 200)	Mission du personnel organisateur en France (dépense prise en compte dans le budget RMF présidence)
Logistique et secrétariat (aménagements événementiels, décoration, installations informatiques et de communication, installation de la salle de presse (téléphonie, radio télécommunications, internet...), accueil, reprographie, signalétique, personnel supplémentaire, intervenants éventuels...)	500	Édition de la documentation de travail et d'information
Hébergement/transport	6 200	Une nuitée pour 35 personnes dans un hôtel luxueux, et transport dans un bus prestige
Restauration (inclus presse)	15 000	35 personnes pour un petit déjeuner, deux déjeuners et un dîner de prestige
Traduction/interprétation (cabines, interprètes, frais de traduction des documents...)	800	Traduction anglaise assurée pendant la manifestation, traduction des plaquettes spécifiques
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Gardiennage Dont matériels de sécurité (portiques, badges... et maintenance)		
Communication (hors matériels et restauration pour la presse) : Dossiers de presse, « cadeaux »,...	1 000	Cadeaux spécifiques présidence pour MILREP
Autres :		
Total	26 500	

ANNEXE XIX.

RÉUNION PLÉNIÈRE DU DEFNET, RÉSEAU DES MINISTÈRES DE LA DÉFENSE EUROPÉENS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT.

Domaine d'activité (1)	Défense / Environnement
Caractère (traditionnel ou optionnel)(2)	Réunions traditionnelles destinées à coordonner les positions de lobbying des États membres sur les textes environnementaux impactant les activités de défense
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	26 États membres de l'Union Européenne + États-Unis
Niveau des participants souhaités(3)	Experts
Nombre de participants(4)	50 (1 à 3 par État - 5 français)
Durée et calendriers envisagés(5)	2, 5 jours Après-midi 4 novembre au 6 novembre soir ou après-midi 18 novembre au 20 novembre soir ou après-midi 25 novembre au 27 novembre soir
Indication et justification des lieux envisagés(6)	Paris École militaire
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	En matière environnementale, le ministère de la défense tente systématiquement d'obtenir des adaptations ou a minima des délais de mise en oeuvre pour les forces armées (ex : réglementation REACH sur les produits chimiques, réglementation Natura 2000 sur les zones protégées). Cette position se poursuit sur des textes actuellement en préparation (directive sur la pénalisation des atteintes à l'environnement, réglementation des émissions de CO2, etc.).
Objectif et impact attendu	Coordination des positions des différents ministères de la défense sur les textes environnementaux tant pour les contributions préparatoires à adresser à la commission que pour les groupes de travail du Conseil.
Autres éléments de contexte(8)	
Estimation du coût total et du mode de financement(9)	0,007 M d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	Restauration : 5000 euros Location de salle : 2000 euros

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE XIX.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Réunion plénière du DEFNET, réseau des ministères de la défense européens en matière d'environnement	
Location de *salle*	2000	Location de salles à l'école militaire pour les ateliers de travail et les conférences en plénière.
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	X	La réunion préparatoire à la plénière se fait lors de la réunion de secrétariat quelques mois plus tôt en format restreint. Le coût de la réunion de secrétariat est réduit (10 personnes, réunions organisés dans les locaux du Mindef).
Logistique et secrétariat	X	Le secrétariat est assurée par le secrétariat de la DAJ.
Hébergement/transport	X	L'hébergement est à la charge des participants.
Restauration (inclus presse)	5000	1 cocktail de bienvenue (15 euros par personne = 750 euros) 2 déjeuners pour 50 personnes (30 euros par personne et par déjeuner = 3000 euros) 4 collations (5 euros par personne et par collation = 1000 euros)
Traduction/interprétation	X	Les discussions se font en anglais.
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Dont matériels de sécurité (portiques, badges)		Néant
Communication (hors matériels et restauration pour la presse)	X	Le service organisateur (DAJ) assurera lui-même la couverture de l'exercice en lien avec la Dicod.
Autres prestations	X	Néant
Total	7000	Ce montant, s'il apparaît peu important en valeur absolu, représente une somme conséquente pour le budget de la DAJ, direction de taille réduite, ne disposant pas de budget dédié à l'évènementiel.

ANNEXE XX.

VISITE EN FRANCE D'UNE DÉLÉGATION D'EURO-DÉPUTÉS DE LA SOUS-COMMISSION SÉCURITÉ ET DÉFENSE DU PARLEMENT EUROPÉEN.

Domaine d'activité(1)	Défense
Caractère (traditionnel ou optionnel)(2)	La présidence allemande a organisé une visite de ce type.
Ministère(s) organisateur(s)	Ministère de la défense
États invités	10 euros-députés de la sous-commission sécurité et défense du parlement européen, si possible de 10 nationalités différentes.
Niveau des participants souhaités(3)	Personnalités
Nombre de participants(4)	10 euro-députés + 2 administrateurs européens
Durée et calendriers envisagés(5)	1 journée du 29 septembre au 3 octobre ou du 27 octobre au 31 octobre ou du 24 octobre au 29 octobre
Indication et justification des lieux envisagés(6)	Paris Ministère de la défense : rencontre du ministre et d'officiels du ministère OHQ du Mont Valérien : visite d'un lieu emblématique de la contribution de la France à la PESD
Lien avec les positions traditionnelles de la France(7)	La France, en tant que promoteur de la PESD, vise traditionnellement à obtenir le soutien du parlement européen, qui participe au vote des budgets PESC.
Objectif et impact attendu	Promotion de la vision française de la PESD auprès des euro-députés.
Autres éléments de contexte(8)	Cette visite s'inscrit dans les efforts de sensibilisation des euro-députés exercés par la RPUE et le réseau interministériel des chargés de mission au parlement européen. Ce dernier a été réuni le 31 août 2007 par le secrétaire d'État aux affaires européennes afin de réaffirmer le caractère prioritaire de ce travail d'influence.
Estimation du coût total et du mode de financement(9)	0,003 M d'euros
Premiers éléments de justification du coût (à détailler en annexe)	Restauration : 1500 euros Transport : 600 euros Réunion préparatoire : 500 euros Traduction : 500 euros

(1) Indiquer le domaine par référence aux conseils des ministres de l'UE. Exemple : Compétitivité, Économie et finances, Environnement etc.

(2) Préciser si c'est une réunion traditionnelle qu'il est d'usage d'organiser sous chaque présidence ou si c'est un évènement optionnel que vous proposez d'organiser. Les manifestations obligatoires (ministérielles informelles, par exemple) devront être listées par ailleurs.

(3) Choisir entre : réunion de ministres, de directeurs, d'experts, de personnalités ou autres.

(4) Par participant, il faut comprendre les personnes invités dont la présence a un impact sur le coût de la manifestation.

(5) Il convient de préciser la durée en nombre de jours et si possible d'indiquer le mois au cours duquel la manifestation est envisagée.

(6) À ce stade, il s'agit de préciser le ou les villes envisageables.

(7) Il s'agit de rappeler les initiatives de la France dans le domaine concerné. Exemple : rappel d'une proposition française avec envoi d'un mémorandum ou démarche de ministres etc.

(8) Peuvent être mentionnés dans cette rubrique des éléments tels que l'état de maturité du dossier, lien éventuel avec une initiative de la Commission, nécessité d'échanges avec la société civile....

(9) Il convient de préciser si la totalité du coût est à la charge du budget du ministère demandeur ou si d'autres sources de financement sont identifiables.

APPENDICE XX.A.

	COÛT ESTIMÉ *(EN EUROS)*	COMMENTAIRE
Intitulé de la manifestation	Visite en France d'une délégation d'euro-députés de la sous-commission sécurité et défense	
Location de *salle*	X	Les entretiens auront lieu dans les locaux des autorités d'accueil.
Manifestations annexes (réunions préparatoires, visites...)	500	Rencontre de cadrage avec l'administrateur de la sous-commission sécurité et défense du parlement européen à Bruxelles pour 2 personnes (2 aller-retours = 400 euros Frais de mission pour 2 agents pour une journée = 100 euros)
Logistique et secrétariat	X	Le secrétariat de la DAJ assurera le secrétariat de l'événement.
Hébergement/transport	600	Transport par minibus : - de la gare du Nord au Ministère de la défense ; - du ministère à l'OHQ du Mont Valérien, - de l'OHQ à la gare du Nord.
Restauration (inclus presse)	1500	1 déjeuner pour 25 personnes : euro-députés, autres personnalités (possible présence de députés nationaux), et autorités invitantes (50 euros par personne et par déjeuner = 1250 euros) 2 collations (5 euros par personne et par collation = 250 euros).
Traduction/interprétation	400	Ce coût est susceptible de varier en fonction du nombre de langues de traduction demandées
Sécurité Dont dispositifs policiers/gendarmerie Dont matériels de sécurité (portiques, badges)		Néant
Communication (hors matériels et restauration pour la presse)	X	Néant
Autres prestations	X	Néant
Total	3000	Ce montant, s'il apparaît peu important en valeur absolu, représente une somme conséquente pour le budget de la DAJ, direction de taille réduite, ne disposant pas de budget dédié à l'évènementiel